



ÉCONOMIE | LANNION-TRÉGOR COMMUNAUTÉ

SECOND SEMESTRE 2024:

DES SIGNAUX CONTRASTÉS DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE INCERTAIN

#5 | Juin 2025

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres clés de Lannion-Trégor Communauté à la fin du 2^d semestre 2024

(Évolution par rapport au 2^d semestre 2023)

les **+** les **-** les **=**



-203 salariés privés

-1,2 % en un an
(+0,3 % en Bretagne)

Source : Urssaf



En hausse :

- Activités spécialisées, scientifiques et techniques



En baisse :

- Services administratifs et soutien
- Industrie agroalimentaire
- Administration, santé et social
- Autres industries

4 560 déclarations préalables à l'embauche (contrats d'un mois minimum) au 2^d semestre 2024

-8,7 % en un an
(-4 % en Bretagne)

Source : Urssaf



31 procédures collectives

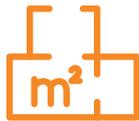
au 2^d semestre 2024
(+19 % en un an)

Source : CapFinancials

6,3 % de taux de chômage au 4^e trimestre 2024 dans la zone d'emploi de Lannion

-0,1 point en un an
(5,9 % en Bretagne)

Source : Insee



10 259 m²

autorisés en immobilier d'entreprise

-19,6 % en un an

Source : SDES Sit@del2



480

logements autorisés

au 2^d semestre 2024

+35,6 % en un an

Source : SDES Sit@del2



7 012 demandeurs d'emploi

dans les catégories A, B et C

au 4^e trimestre 2024

-0,7 % en un an

(+2 % en Bretagne)

Source : Drets Bretagne



Focus : levées de fonds

17 millions d'euros de levées à Lannion-Trégor Communauté en 2023-2024

Depuis 2021, rupture avec la période faste de 2016-2020, portée par la photonique.

Actility a levé 16 M€ (internet des objets), **Seelab a levé 1 M€** (intelligence artificielle générative).

En résumé

Lannion-Trégor Communauté confirme, au second semestre 2024, les premières difficultés entrevues au cours des six premiers mois de l'année. Dans un contexte politique et économique incertain, tant au niveau national qu'international, entreprises et ménages ont dû s'adapter, entraînant une contraction de la consommation et des investissements. L'emploi salarié recule localement pour la première fois depuis la sortie de la crise sanitaire, tandis que les déclarations à l'embauche enregistrent un net repli. Le nombre de procédures collectives, en hausse, témoigne également de ces tensions. Pour autant, certains signaux de résilience subsistent : le taux de chômage se stabilise à un niveau historiquement bas, les autorisations de logements poursuivent leur progression et le nombre de demandeurs d'emploi recule légèrement. Cette dynamique contrastée fait cependant craindre des difficultés conjoncturelles plus marquées pour l'année 2025.

Activité économique

L'emploi salarié privé se contracte fin 2024

À la fin d'année 2024, Lannion-Trégor Communauté se caractérise par un recul de l'emploi salarié privé, comparativement à la même période un an plus tôt. Avec 203 emplois de moins en un an (-1,2 %), il s'agit du premier recul de l'emploi constaté sur le territoire depuis la sortie de la crise sanitaire, période qui a été caractérisée par une forte reprise économique et des recrutements massifs dans les entreprises lannionnaises. La trajectoire récente apparaît moins favorable que celle observée à l'échelon régional (+0,3 %), mais dont la dynamique semble aussi s'essouffler face à un contexte général moins porteur.

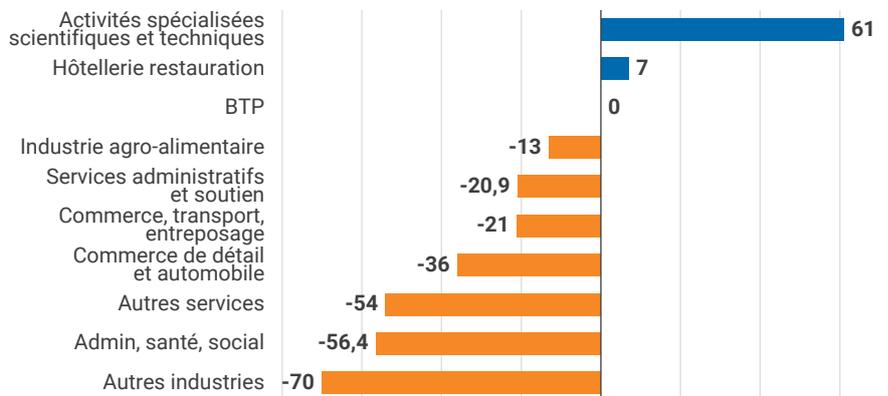
Dans le détail, l'approche par secteur d'activité cache de fortes disparités dans les dynamiques observées. Ainsi, les activités spécialisées, scientifiques et techniques, avec 61 salariés supplémentaires, connaissent une forte progression des effectifs sur un an (+6,8 %). Les recrutements annoncés chez Nokia au cours de l'année dans la cybersécurité, Seismo Wave et Prolann pour l'optique et la micromécanique ou encore le groupe

SII pour le conseil en technologie, expliquent cette tendance favorable.

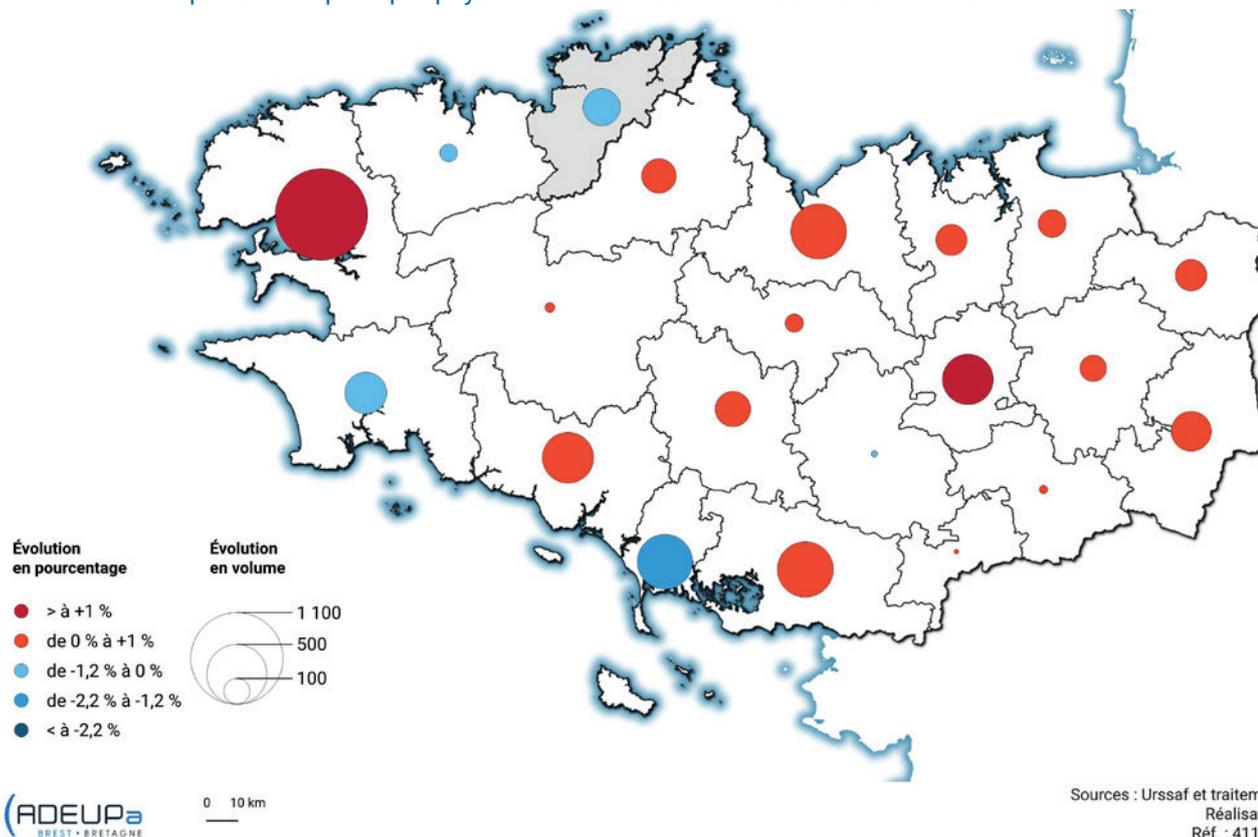
La trajectoire est bien plus mesurée pour l'hôtellerie-restauration (+0,5 %) ou le BTP (0 %). Inversement, plusieurs secteurs souffrent d'un recul des effectifs plus ou moins marqué

sur la période, à l'image des autres industries (-70 emplois), de l'administration, de la santé et du social (-56 emplois), des autres services (-54 emplois) ou du commerce de détail et d'automobiles (-36 emplois).

Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité entre les seconds semestres 2023 et 2024 dans Lannion-Trégor Communauté



Source : Acoess-Urssaf - Traitement : Adeupa

Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les 4^{es} trimestres 2023 et 2024

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES 2025 : UNE CROISSANCE EN RALENTISSEMENT, UNE INFLATION SOUS CONTRÔLE



Les projections macroéconomiques intermédiaires de mars 2025 publiées par la Banque de France indiquent un ralentissement de l'économie française en 2025, avec une croissance prévue à 0,7 %, après 1,1 % en 2024. Cette décélération s'explique notamment par l'essoufflement des effets positifs des Jeux olympiques (bien qu'inégaux selon les régions) et par un climat d'incertitudes géopolitiques pesant. Les tensions en Europe de l'Est et au Moyen-Orient continuent d'alimenter les fluctuations sur les marchés de l'énergie et des matières premières, tandis que les décisions protectionnistes pèsent sur le commerce international et affectent les perspectives des exportations françaises.

Cependant, la Banque de France anticipe une reprise progressive à partir du second semestre 2025, avec des taux de croissance projetés de 1,2 % en 2026 et 1,3 % en 2027. Du côté de l'inflation, la tendance est à la décrite :

- L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), devrait passer de 2,3 % en 2024 à 1,3 % en 2025, avant de se stabiliser au-dessous de 2 % en 2026 et 2027.
- Cette modération de l'inflation s'explique par une normalisation progressive des tensions sur les prix des biens et services, et d'une moindre progression des salaires, conduisant à une stabilité du salaire réel pour 2025.



Rue de Brélévez, Lannion

Crédit : Thibaut Poniel

Immobilier d'entreprise : des autorisations en recul

Alors que le semestre précédent était bien orienté, le second semestre 2024 est marqué par un recul de près de 20 % des autorisations de locaux d'activité sur un an dans Lannion-Trégor Communauté. Avec 10 259 m² autorisés, il s'agit du niveau le plus bas depuis le second semestre 2015, où 7 640 m² avaient alors été autorisés.

Deux secteurs d'activité portent à eux seuls plus de 50 % des autorisations, à savoir les bâtiments à vocation industrielle et ceux dédiés à une activité de service public, avec respectivement 2 995 m² et 2 427 m² autorisés au second semestre. Pour le premier, il s'agit du développement des activités du groupe Exail, qui intervient dans de nombreux domaines comme la robotique, la navigation, l'aéronautique, le spatial ou encore la photonique. Par ses activités duales, et dans un contexte de tensions sur la scène internationale et du conflit armé en Europe, le groupe poursuit sa croissance dans le Trégor. Pour le second, il s'agit d'un projet de centre de bien-être marin à Pleubian et porté par la municipalité, face au Sillon de Talbert, initié en 2015. Ce centre mêlera, à terme, un spa d'eau de mer, un espace pour séminaires, une boutique et un restaurant.

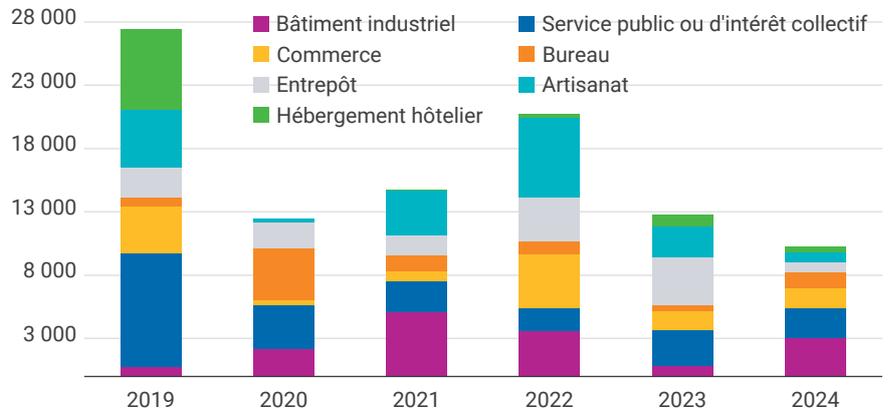
Inversement, le secteur de l'hébergement hôtelier est caractérisé par les plus faibles volumes d'autorisations (449 m²), de même que l'artisanat (734 m²) et les entrepôts (824 m²). Ce dernier segment de marché était à l'origine du volume d'autorisations le plus important sur le territoire intercommunal au second semestre 2023.

Des défaillances d'entreprises en légère déprise en 2024

Au sein de Lannion-Trégor Communauté, 50 défaillances d'entreprises sont recensées sur l'ensemble de l'année 2024, un volume en recul comparativement à l'année 2023 (-7,4 %). Le nombre annuel de défaillances apparaît néanmoins encore important et constitue une 3^e année consécutive à des niveaux supérieurs à la moyenne observée au cours des 6 dernières années.

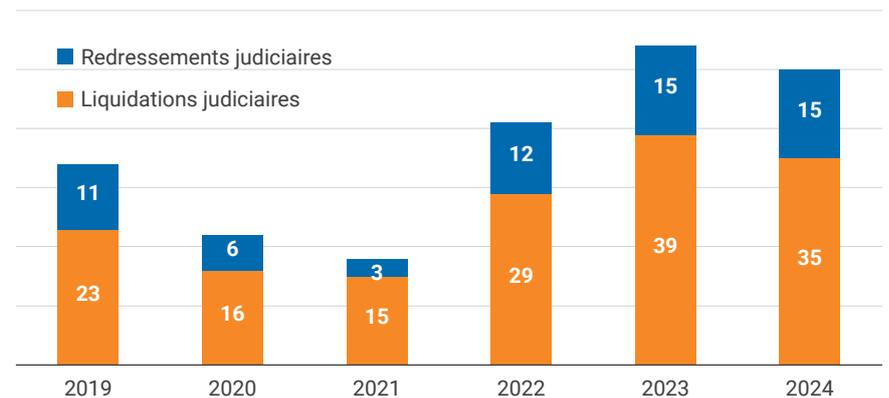
Au second semestre 2024, 31 procédures sont enregistrées sur le territoire lannionnais. Sur ce semestre, les défaillances enregistrées sont en croissance (+19 %).

Surface de locaux d'activités autorisée (en m²) dans Lannion-Trégor Communauté



Source: SDES Sit@del2 - traitement Adeupa

Nombre de défaillances d'entreprises à Lannion-Trégor Communauté



Source: CapFi - traitement Adeupa

Les tarifs de l'énergie, le niveau élevé des taux d'intérêts, l'arrêt et le remboursement des aides de l'État aux entreprises lors de la crise sanitaire, ou encore l'érosion de la consommation et des investissements, expliquent en grande partie ces défaillances. Ces volumes importants constatés depuis 2022 sont néanmoins à relativiser car ils constituent un effet de rattrapage après un creux exceptionnel des défaillances enregistré lors de la crise sanitaire.

Si de nombreux secteurs sont touchés par des défaillances, ceux des services et du commerce apparaissent particulièrement représentés (coiffure, soins de beauté, nettoyage, vente de véhicules...), de même que la construction et l'immobilier, eu égard aux difficultés du marché au cours de l'année 2024. Enfin, les activités technologiques et la production industrielle, notamment dans le secteur de la fabrication de composants électroniques ou la production d'électricité, se trouvent en difficulté au cours du second semestre.

Principaux permis déposés au cours du 2^d semestre 2024 (surface autorisée > 600 m²):



• **Exail, rue Paul Sabatier, Lannion**, 2 516 m² (bâtiment industriel)



• **Commune de Pleubian, rue du Sillon de Talbert, Pleubian**, 1 167 m² (service public)



• **Derochdu, Z.A. de Kerantour Nord, Pleudaniel**, 865 m² (mixte artisanat, bureaux)



• **Celtic Whisky Compagnie, ZA de Kerantour sud, Pleubian**, 736 m² (mixte entrepôt, bureaux)

• **SCI Kersanol, Coz Stang Zone de Kerantour, Pleudaniel**, 671 m² (commerce)

Focus : levées de fonds

Levées de fonds : de quoi parle-t-on ?

La levée de fonds consiste pour une entreprise à faire entrer des investisseurs dans son capital, en échange d'un apport financier. Ces investisseurs, qu'ils soient particuliers (business angels) ou professionnels (fonds de capital-risque), obtiennent des parts dans la société. L'objectif est de financer la croissance de l'entreprise, tandis que les investisseurs espèrent réaliser une plus-value à la revente ou percevoir une part des bénéfices de l'activité.

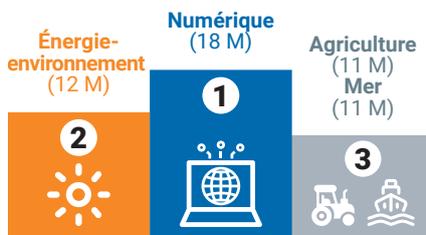
Intelligence artificielle et fintech dopent les levées malgré une baisse globale

En 2024, dans un contexte économique et politique incertain, la France a connu une baisse des levées de fonds. Startups et fonds d'investissement s'inquiètent de l'instabilité actuelle et doivent rassurer les investisseurs sur la capacité du pays à rester un territoire attractif pour l'innovation. Selon le baromètre EY/France Digital, 723 sociétés de la French Tech ont levé près de 7,8 milliards d'euros, soit une baisse de 7 % en valeur et une quasi-stabilité en volume. Si l'année avait commencé sur une tendance stable par rapport à 2023, le second semestre a marqué un net recul de la valeur (-14 %). Les levées inférieures à 10 M€ et supérieures à 100 M€ progressent (+4 %), tandis que les autres tranches sont en baisse. Malgré ce contexte, certains secteurs se démarquent : les logiciels bondissent de 46 % en valeur, portés par l'essor de l'intelligence artificielle. La greentech, malgré une baisse de 29 % en valeur, progresse de 32 % en volume. La fintech affiche aussi une hausse de 32 % des montants levés. Ces secteurs figurent, sans surprise, parmi les plus gros investissements et l'intelligence artificielle générative se positionne comme fer de lance du top 5 grâce à Mistral AI (468 M€) et Poolside AI (455 M€). Le top 5 est complété par Electra (304 M€), HR Path (250 M€) et Hyssetco (200 M€), issus des logiciels et des greentechs.

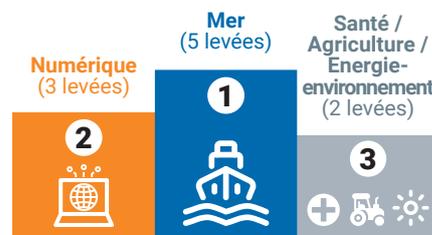
À l'échelle bretonne, les levées de fonds connaissent une progression significative en valeur (+44 %, soit 198 M€ levés) et une stabilité en volume (+1 %, soit 723 opérations). La dynamique est particulièrement marquée pour les startups de la French Tech Rennes/Saint-Malo qui ont vu leurs montants levés être multipliés par deux au cours de l'année. La French Tech Brest Bretagne Ouest, avec près de 35 M€ de fonds récoltés, observe quant à elle un recul par rapport à 2023 (-30 %) bien que la moyenne 2020-2024 reste supérieure à celle de 2016-2019.

Levées de fonds en 2023 et 2024 dans le pays de Brest, pays de Morlaix et Lannion-Trégor communauté

Top 3 en volume financier par secteur



Top 3 en nombre de levées de fonds



Trégor : l'intelligence artificielle au cœur des projets financés

Depuis la dernière labellisation French Tech Brest Bretagne Ouest en février 2023, 17 M€ ont été levés dans Lannion-Trégor Communauté, pour deux opérations recensées (16 M€ en 2023 et 1 M€ en 2024, toutes deux comprenant de l'intelligence artificielle). Depuis 2021, une rupture nette est constatée avec la dynamique observée entre 2016 et 2020, période durant laquelle le territoire se distinguait par des montants levés atteignant plusieurs dizaines de millions d'euros par an, notamment grâce à des acteurs de premier plan dans le domaine de la photonique. Ces derniers continuent toutefois de s'engager dans de lourds investissements, par du financement bancaire, signe de la bonne vitalité de la filière lannionaise.

En 2023, Actility, société spécialisée dans l'IOT (internet des objets) a levé 16 M€ auprès de ses investisseurs historiques. Ces fonds serviront à consolider le positionnement de l'entreprise sur le marché mondial du LPWAN1, qui connaît une phase de forte croissance. De plus petites entreprises contribuent également à la diversification économique du territoire, comme Seelab, une startup spécialisée dans l'intelligence artificielle générative, qui a levé 1 M€ en 2024 pour accélérer le développement de sa plateforme de création d'images. Ce financement, mené par le fonds d'investissement Sideangels, permettra à l'entreprise de renforcer ses équipes techniques en machine learning et vision par ordinateur, et d'accélérer la mise sur le marché de ses produits.

1. Low-Power Wide Area Networks, soit un réseau étendu à basse consommation.

À quoi s'attendre en 2025 ?

Au niveau national, les nombreuses incertitudes continueront de peser sur la capacité de l'écosystème à se projeter dans l'avenir. Entre appropriation de l'intelligence artificielle, recherche de financements et attrait des talents, les startups françaises feront face à de nombreux défis. Côté Ouest breton, plusieurs intentions de levées de fonds ont été annoncées pour les mois à venir. Parmi les plus importantes, l'entreprise alimentaire Grain de sàil, basée à Morlaix, exerce dans la vente des chocolats, cafés et vins bios qu'elle transporte à l'aide de ses voiliers cargos. La société souhaite ouvrir son capital à hauteur de 20 M€ pour poursuivre son développement en France et aux États-Unis, et renforcer sa flotte avec un troisième voilier cargo. À Plouzané, la startup de robots-sous-marins Mare Custos prévoit de lever 4,5 M€ courant 2026 dans un projet d'usine de fabrication d'engins autonomes destinés à différentes industries (offshore, EMR, télécoms...). Enfin, l'entreprise aéronautique Tompaero, basée à Lannion, a pour projet de développer un drone électrique destiné au transport d'urgence et cherche à récolter 600 000 € d'ici la fin 2025, avant une potentielle levée de fonds supplémentaire de 2,5 M€ en 2026 pour accompagner son industrialisation.

Marché de l'emploi

Un retournement de tendance de la demande d'emploi

Au second semestre 2024, 3 550 demandeur-euses d'emploi de catégorie A² sont recensés sur le territoire de Lannion-Trégor Communauté, un volume en croissance de 1 % comparativement à la même période un an plus tôt. Cette tendance est similaire à celle observée à l'échelle du département (+1,8 %) et plus favorable que la dynamique régionale (+3,3 %). Pour autant, toutes catégories confondues, la demande d'emploi s'inscrit en recul (-0,7 %), une trajectoire inverse à celle constatée au niveau départemental (+0,7 %) et régional (+2 %).

2. • Demandeur-euse d'emploi de catégorie A : personne n'ayant aucun emploi mais étant en recherche active d'un contrat quel qu'il soit (CDI, CDD, emploi saisonnier, temporaire ou à temps partiel). • Demandeur-euse d'emploi de catégorie B : personnes ayant exercé une activité réduite (moins de 78 heures) au cours du mois et tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi. • Demandeur-euse d'emploi de catégorie C : personnes ayant exercé une activité réduite « longue » (plus de 78 heures) au cours du mois et tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Le second semestre de l'année 2024 marque donc un retournement de tendance pour la demande d'emploi de catégorie A, alors que le territoire lannionnais était caractérisé par une décline progressive de la demande d'emploi depuis la sortie de la crise sanitaire, et ce même lorsque la trajectoire régionale ou départementale étaient moins favorables. Le contexte économique difficile, décrit par ailleurs, explique cette tendance. La demande d'emploi des femmes est à l'équilibre (+0,3 %), quand les jeunes de moins de 25 ans sont plus nombreux (+3 %), de même que les inscrits depuis plus d'un an (+4,8 %) ou de deux ans (+11,6 %), ainsi que les travailleurs handicapés (+9,2 %).

Dans le cas d'un contexte économique plus tendu, les difficultés d'insertion de certains profils s'expliquent plus aisément, à l'image des jeunes ou des travailleurs handicapés. L'accroissement de la demande de longue durée peut, quant à elle, trouver ses origines dans une inadéquation entre les compétences offertes et les besoins formulés sur le marché du travail lannionnais.

Chiffres clés de la demande d'emploi dans Lannion-Trégor Communauté :

3 550 demandeurs d'emploi de catégorie A (+1 % en un an ; +3,3 % en Bretagne)

7 012 demandeurs d'emploi de catégories ABC (-0,7 % en un an ; +2 % en Bretagne)

Évolution de la demande d'emploi de catégorie A suivant les principaux profils en un an :

Les femmes : +0,3 % ; +2,6 % en Bretagne

Les jeunes de moins de 25 ans : +3 % ; +6,2 % en Bretagne

Les travailleurs handicapés : +9,2 % ; +3,2 % en Bretagne

Les inscrits depuis plus d'1 an : +4,8 % ; +0,1 % en Bretagne

Les seniors de 50 ans et plus : +0,8 % ; +1,1 % en Bretagne

Source : DARES – France Travail, STMT – Traitement Dreets Bretagne



Site d'Orange à Lannion

Crédit : ADEUPa

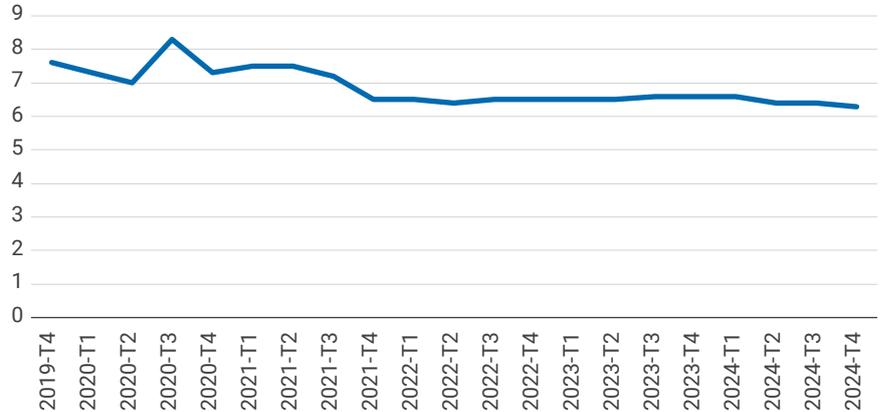
Un taux de chômage lannionnais consolidé à un niveau historiquement bas

Au quatrième trimestre 2024, le taux de chômage de la zone d'emploi de Lannion s'établit à 6,3 % de la population active, enregistrant une baisse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent. Cette diminution s'inscrit dans une tendance similaire à celle observée à l'échelon régional, puisque la Bretagne affiche un taux de chômage de 5,9 %, en recul de 0,1 point sur un trimestre et de 0,2 point en un an. Le taux de chômage régional est par ailleurs inférieur de 1,1 point à son niveau d'avant crise sanitaire et se rapproche de son seuil le plus bas enregistré au quatrième trimestre 2022 (5,7 %).

À l'échelle départementale, le taux de chômage atteint 6,1 %, soit une diminution de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. Cette tendance à la baisse est également observée dans 16 des 19 zones d'emploi bretonnes, avec des reculs notables de 0,3 point dans les zones de Saint-Brieuc et de Vannes ou de 0,4 point à Guingamp.

Cette trajectoire favorable, qui atteint des niveaux historiques depuis plusieurs trimestres

Taux de chômage dans la zone d'emploi de Lannion entre le 4^e trimestre 2019 et le 4^e trimestre 2024

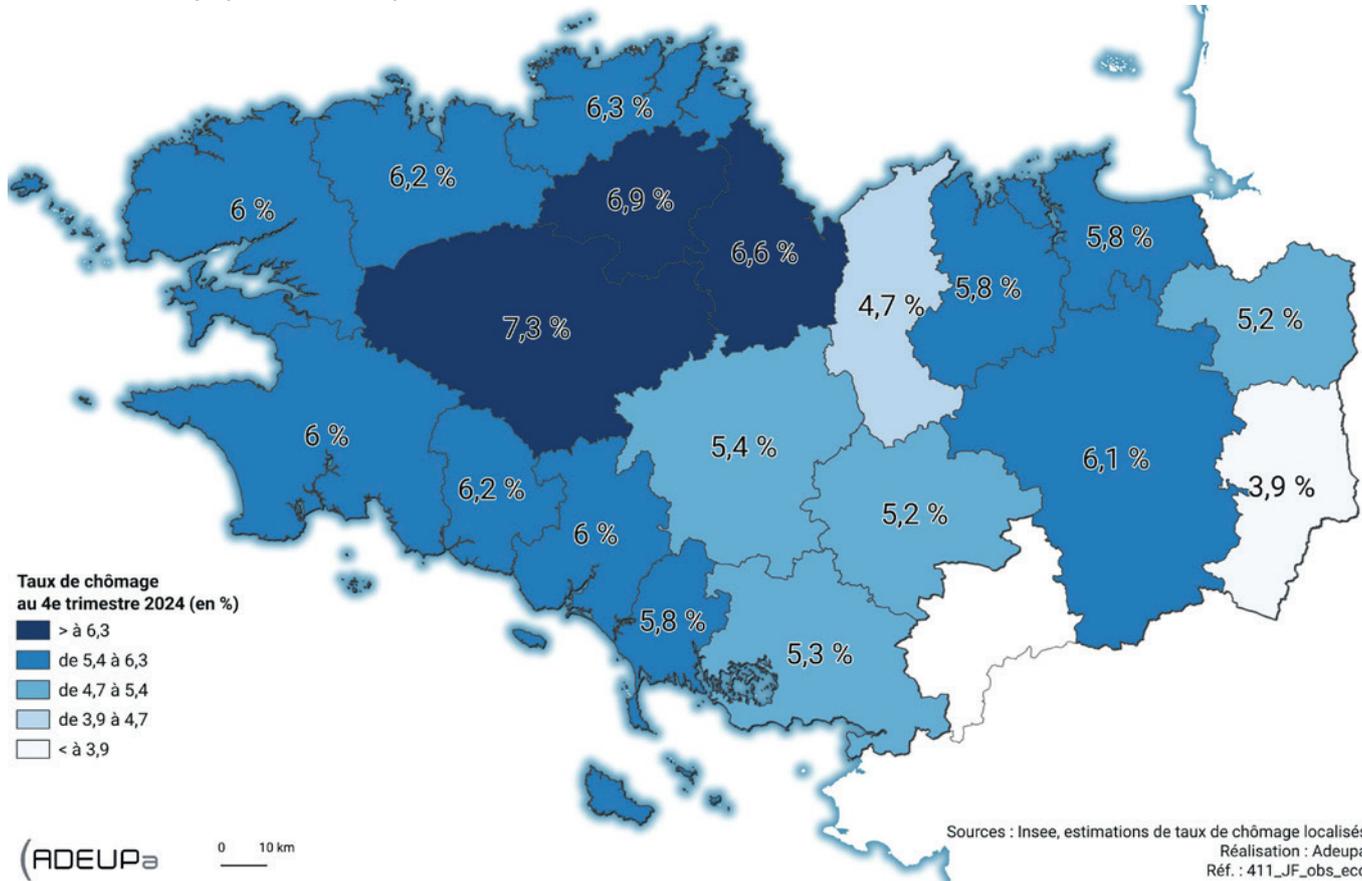


Source : Insee - Traitement : Adeupa

consécutifs, est induite par une création d'emploi soutenue. Toutefois, la baisse du taux de chômage pourrait également résulter d'un recul de la population active, lié au retrait temporaire de certains individus du marché du travail, dans un contexte économique perçu comme peu porteur. Par ailleurs, ce faible

taux de chômage engendre des tensions pour les entreprises, confrontées à une raréfaction de la main-d'œuvre et à des difficultés pour recruter les compétences recherchées.

Taux de chômage par zone d'emploi au 4^e trimestre 2024



Coup de frein sur les embauches

4 560 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) d'une durée supérieure à un mois ont été enregistrées dans Lannion-Trégor Communauté au cours du second semestre 2024. Avec 436 contrats de moins comparativement à la même période un an plus tôt, les embauches s'inscrivent en fort recul (-8,7%), une trajectoire moins favorable que celle observée à l'échelon régional (-4%). Ce repli s'explique à la fois par les volumes d'embauches, qui étaient jusqu'alors particulièrement importants sur le territoire, et un contexte économique moins porteur au cours des 6 derniers mois de l'année.

Ainsi, le recul est particulièrement prononcé pour les CDI, en baisse de près de 12%, quand dans le même temps les CDD longs supérieurs à un mois se rétractent de près de 7%. Face au ralentissement économique observé au cours du second semestre et à des perspectives économiques floues, les

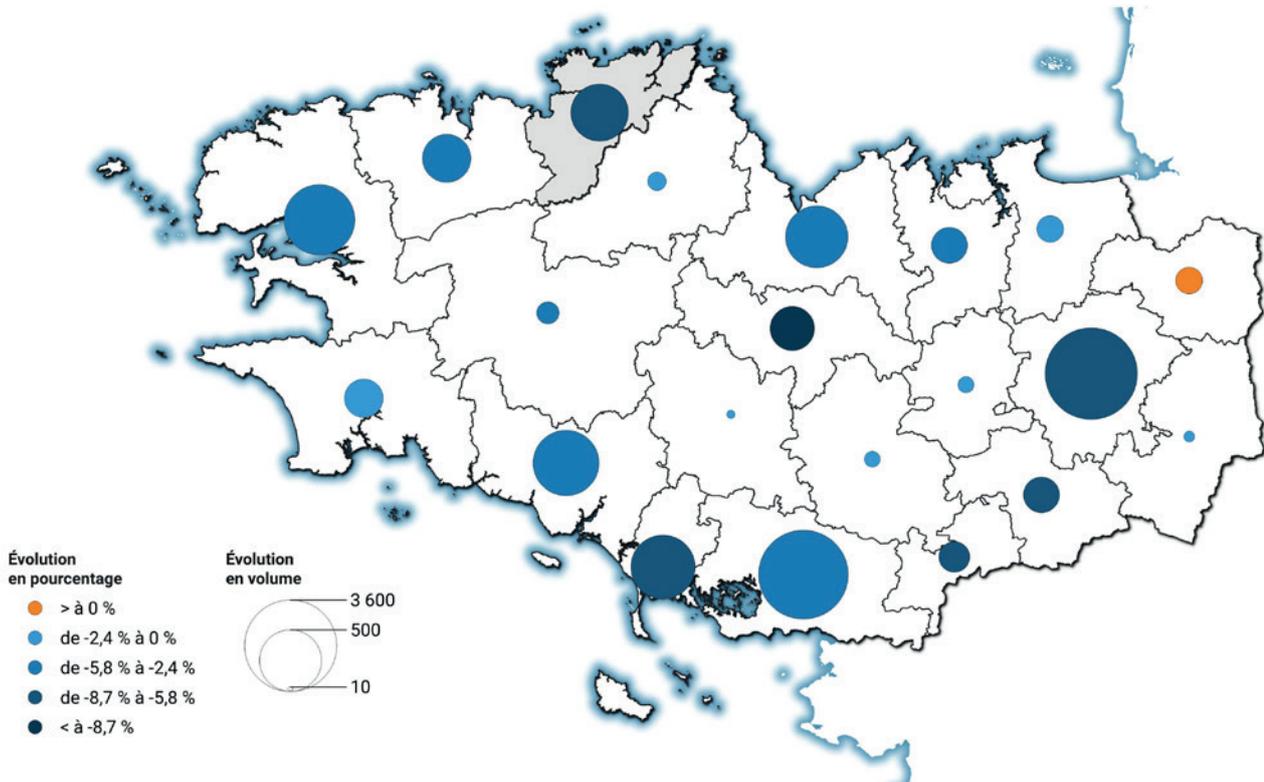
entreprises ont adopté une posture prudente en matière d'embauches sur les contrats de longue durée.

Sous l'angle des secteurs, mis à part celui du commerce, qui connaît une croissance des embauches de 1,6%, portée par les CDD su-

périeurs à un mois (+4,7%), l'ensemble des activités sont caractérisées par un recul des DPAE. Les autres services (-13%) sont le plus en difficulté, suivis de l'hôtellerie-café-restauration (-11,8%), de l'industrie (-10,4%) et du BTP (-7,6%).

« Au second semestre 2024, les embauches de plus d'un mois ont chuté de 8,7% à Lannion-Trégor Communauté, un recul marqué notamment sur les CDI, dans un contexte économique incertain »

Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans les pays bretons entre les 2^{ds} semestres 2023 et 2024



Une détente des difficultés de recrutement qui confirme un ralentissement de l'économie

En un an, la difficulté pressentie par les entreprises lannionaises dans leurs projets d'embauches a reculé de plus de 9 points de pourcentage, passant de 64 % à 55 %. Sans occulter le niveau de complexité, puisque plus d'un poste sur deux restes jugés comme difficile à pourvoir, une certaine détente s'installe sur le marché de l'emploi. Cela s'explique par une baisse assez significative des intentions de recrutement, de l'ordre de 17 % entre 2024 et 2025. Avec 4313 projets de recrutements recensés sur le territoire, la décreue observée représente 873 projets de moins pour l'année en cours. Dans le même temps, le nombre de demandeur-ses d'emploi a cessé de diminuer. Le croisement des tendances, entre la baisse des recrutements et le maintien, voire la hausse de la demande d'emploi, participe au rééquilibrage du marché et à l'abaisse-

ment des tensions. C'est dans l'ensemble toute la Bretagne qui s'inscrit dans cette mouvance, puisqu'à l'échelle régionale, le volume de projets d'embauche a reculé de près de 14 % et la part de projets jugés difficiles a diminué de 4 points.

Les recrutements dans le secteur agricole sont en très fort repli. Les métiers d'agriculteur-riche, maraîcher-e et horticulteur-riche accusent une baisse cumulée de plus de 500 projets, soit l'équivalent de 58 % de la baisse globale constatée sur le territoire.

La diminution symbolique (-5 %) des intentions de recrutement de serveur-ses traduit l'essoufflement de la dynamique post-covid dont a bénéficié l'hôtellerie-restauration. Au sein de ce secteur, les employeurs présagent désormais une plus grande fa-

cilité à trouver du personnel³. L'activité de commerce se trouve également fragilisée puisque les métiers d'employé-e libre-service et de vendeur-se en magasin sont aussi bien moins recherchés qu'en 2024, ce qui contribue à assouplir les embauches dans ces domaines. À l'exception de métiers singuliers pêcheur-se ou bûcheron-ne qui restent très rares et difficiles à trouver, la plupart des profils les plus recherchés regagnent une forme de fluidité dans le processus de recrutement. Ce constat prévaut aussi pour ceux qui paraissaient jusque-là comme durablement pénalisés tels que les aides-soignant-es (-33 points de tension) ou les ouvrier-es qualifiés du BTP, ce malgré le maintien voire la progression des intentions d'embauche qu'ils affichent.

3. 30 % de projets considérés comme difficiles pour 2025 contre 76,5 % en 2024 pour le métier de serveur-se.

Ménages

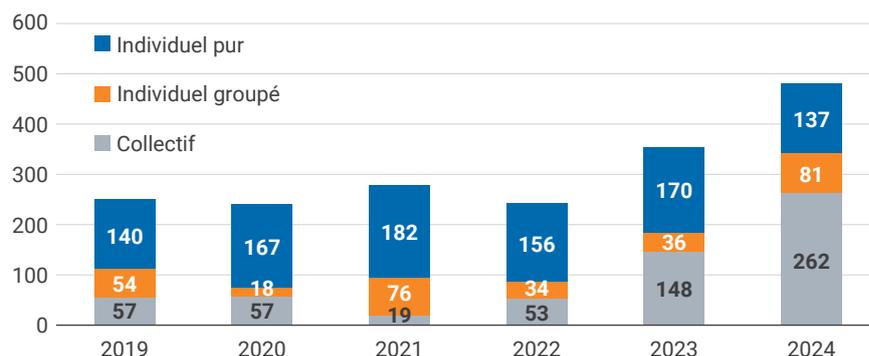
Une année record pour les autorisations de logements

Pour la seconde année consécutive, le territoire de Lannion-Trégor Communauté enregistre un nouveau record d'autorisations de logements. Avec 772 logements autorisés en 2024 – dont 480 rien que sur le second semestre – cela représente une hausse de 9,3 % sur un an et de 35,6 % sur un semestre. Ce volume est également bien supérieur à la moyenne des six dernières années (308 logements).

Les volumes apparaissent localement portés par les logements ordinaires collectifs (262 autorisations), puis par le logement individuel pur (137 autorisations). Pour ce dernier segment, les volumes se contractent au cours du second semestre comparativement à la même période un an plus tôt (-19,4 %), contrairement au logement collectif (+77 %). Le logement individuel groupé, avec 81 permis recensés, voit ses autorisations croître de 125 %.

Cette trajectoire favorable, contre-intuitive dans le contexte actuel du secteur de la

Nombre de logements autorisés au sein de Lannion-Trégor Communauté au 2^d semestre



Source : SDES, Sit@del - Traitement : Adeupa

construction, trouve son origine, comme lors de l'année 2023, dans la poursuite du déploiement du Programme local de l'habitat et la fin de la mise en œuvre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat. Dans le même temps, le marché du crédit immobilier en France a connu des évolutions notables,

principalement marquées par la baisse significative des taux d'intérêt. La fin du dispositif Pinel a également pu favoriser la hausse significative des investissements avant la date butoir de fin 2024.

Baisse des découverts et réallocation de l'épargne : les ménages s'adaptent à un contexte incertain

Selon les données de la Banque de France, les encours liés aux comptes ordinaires débiteurs s'établissent en fort recul sur l'ensemble des Côtes-d'Armor⁴. Ils s'élevaient fin 2024, à hauteur de 108 M€, soit 13 M€ de moins qu'un an plus tôt (-10,7 %). Cette trajectoire traduit une réduction des découverts de la part des ménages costarmoricens, après avoir atteint un point haut en juillet 2024. Elle est plus favorable que celle observée à l'échelon régional (+6,7 %). Ce recul en Côtes-d'Armor, peut traduire, à la fois une meilleure gestion budgétaire des ménages, ainsi qu'un durcissement de l'octroi de trésorerie de la part des établissements bancaires (plafonds de découvert plus restrictifs...).

4. Comptes dont le solde est négatif, autrement dit à découvert.

Dans le même temps, les encours liés au plan épargne logement (PEL) enregistrent une très forte baisse entre la fin 2023 et 2024 (-13,7 %). Cette dynamique s'explique en grande partie par l'arrivée à échéance de nombreux PEL ouverts avant 2011, qui bénéficiaient de taux de rémunération garantis particulièrement élevés (jusqu'à 4 %). Avec l'application d'une fiscalité plus lourde après 12 ans, ces détenteurs ont préféré clôturer leur plan, au regard de conditions d'emprunt pas plus compétitives que les taux actuels appliqués aux crédits immobiliers.

Face aux difficultés du secteur immobilier, certains épargnants ont préféré reporter leurs projets d'investissement et réorienter leur épargne vers des placements plus liquides et flexibles, tels que les livrets réglementés ou l'assurance-vie en fonds euros. Ce constat se vérifie notamment par la progression de 3,7 % des encours sur les livrets entre décembre 2023 et décembre 2024. La hausse sur le livret d'épargne populaire s'établit par exemple à près de 13 %, portée par une rémunération encore favorable, malgré une réduc-

tion progressive des intérêts du fait du recul des taux directeurs de la Banque centrale européenne. D'autres placements, à l'image des livrets de développement durable, ont aussi enregistré une progression importante des encours sur la période (+7,8 %). La hausse des placements sur les produits liquides et mieux rémunérés peut traduire la prudence des ménages, au regard du contexte politico-économique incertain.

Enfin, signe de perspectives économiques moins favorables pour l'investissement en 2024, les ménages lannionais ont acheté moins de véhicules particuliers neufs. Ainsi, à la fin de l'année, 2 040 immatriculations de véhicules neufs avaient été enregistrées, soit un volume en recul de 2,4 % par rapport à 2023 (-3,6 % en Bretagne) et de 46 % par rapport à 2019, avant la crise sanitaire. Les volumes de ventes sont localement toujours portés par l'achat de véhicules à essence hybrides ou thermiques, tandis que les véhicules électriques sont proportionnellement moins nombreux en 2024 comparativement à l'année précédente.

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa



[Observatoire de l'économie de Lannion-Trégor Communauté au 1^{er} semestre 2024](#)



[Pays de Brest – second semestre 2024 : entre inertie post-crise et nouvelles incertitudes](#)



[Pays de Morlaix – second semestre 2024 : une stabilité économique précaire dans le pays de Morlaix ?](#)



[Guingamp-Paimpol Agglomération – second semestre 2024 : l'économie locale à l'épreuve des incertitudes](#)

Et ailleurs

- Banque de France : [Tendances régionales : Bretagne - mars 2025 | Banque de France](#)
- Insee : [Tableau de bord de la conjoncture : Bretagne | Insee](#)

LES OBSERVATOIRES | TOURISME

Direction de la publication : François Rivoal | **Réalisation :** François Le Pellec
Cartographie : Julien Florant | **Relecture :** Magali Can
Mise en page : Dynamo +
Contact : Adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél. : 02 98 33 51 71
contact@adeupa-brest.fr | Dépôt légal : juin 2025
ISSN : 2425-9608 | **Réf :** 25-086 | **Site web :** www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE